



UNION
POPULAIRE
RÉPUBLICAINE

*L'union du peuple
pour rétablir la démocratie*

ÉLECTIONS RÉGIONALES — 6 ET 13 DÉCEMBRE 2015

Liste conduite par

**David
APPADOO**

Avec le soutien de **François**

ASSELINEAU

Président et fondateur de l'UPR

LES VRAIS ENJEUX

personne n'en parle... savez-vous pourquoi ?

Des analyses sérieuses et vérifiées par les faits, un programme ambitieux et rassembleur, des propositions réalistes pour l'avenir de notre pays. L'UPR, c'est le rassemblement des Français libres.

L'UPR, un mouvement de bon sens, lucide sur son époque

L'UPR est le **seul** parti qui explique aux Réunionnaises et aux Réunionnais que la **cause de leurs problèmes, c'est l'Union européenne**. La **disparition** des **planteurs** et de la **canne à sucre** en 2017 à La Réunion, c'est à **cause de l'Union européenne** ! Si le **pouvoir d'achat** des Réunionnais **baisse**, c'est à **cause de l'euro** ! Si les **entreprises réunionnaises ferment** ou sont **rachetées** (Giordano, Edena), c'est à **cause de l'Union européenne** ! Si nos **enfants réunionnais sont morts en Afghanistan**, c'est à cause de notre appartenance à l'**OTAN** !

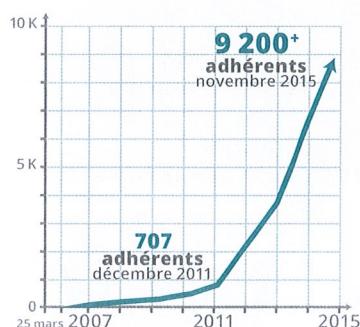
Pour toutes ces raisons, l'UPR, qui n'est ni de droite ni de gauche, appelle les Réunionnais à **sortir de l'UE, de l'EURO et de l'OTAN**.

L'UPR en chiffres :

- plus de **9 200** adhérents (novembre 2015)
- **2 793** électeurs outre-mer ont fait confiance à l'UPR pour les Européennes (1 355 Réunionnais)
- **1 971** candidats et candidates en 2015 pour les élections régionales en cours
- plus de **77 000** électeurs ont voté pour l'UPR aux européennes de mai 2014
- des scores électoraux multipliés par **4** en **1** an
- financée à **100 %** par les adhésions et les dons
- **90 %** d'adhérents qui s'engagent pour la **1^{re}** fois en politique
- plus de **20** conférences thématiques — visionnées plus de **4 millions** de fois au total — accessibles gratuitement sur Internet

Pour notre région, des mesures réalisables et de bon sens

- **Réaliser un audit financier de la région** pour connaître les moyens réels dont l'UPR disposera pour réaliser son programme.
- **Gérer** le conseil régional de façon **transparente et économe** et **moraliser** la vie politique locale (plafonnement des indemnités des élus).
- **Organiser des référendums** d'initiative populaire, tels que prévus par la loi sur les sujets engageant financièrement la population réunionnaise sur des dizaines d'années : **NRL**, monorails, téléphériques, incinérateurs, **autonomie énergétique**... après **information** de la population et **débats** participatifs.
- **Aménager en urgence** le boulevard sud afin de diminuer les embouteillages sur la route du littoral actuelle et ainsi **améliorer la sécurité** des automobilistes.
- **Réorienter les aides** vers les PME, les TPE et l'artisanat (charte de conditionnalité, fonds de garantie pour les prêts bancaires).
- **Instaurer** en préalable un **plan de lutte contre l'illettrisme**, nécessaire pour une **véritable** politique de formation professionnelle (apprentissage-validation acquis de l'expérience). Augmenter les **crédits à l'apprentissage**.
- **Élaborer une charte** contre les **violences scolaires** de toute nature (harcèlement, bizutage, discriminations). **Lancer un appel à projets** sur le thème du **décrochage scolaire** auprès des acteurs de l'enseignement secondaire.
- **Soutenir l'économie réunionnaise** en aidant à la construction des **logements sociaux**.
- **Subventionner** des réseaux de vente de **produits agricoles de type AMAP**.

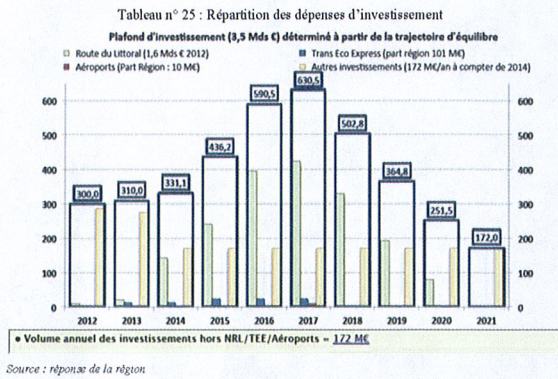


*L'UPR
est le parti
en plus forte
croissance*

upr.fr

POURQUOI L'UPR APPELLE-T-ELLE À LA SORTIE DE L'UNION EUROPÉENNE, DE L'EURO ET DE L'OTAN ?

Région Réunion : une réduction des dépenses d'investissement de près de 40 % jusqu'en 2021 (source région)



Le graphique ci-contre (source interne de la région) montre la répartition des dépenses d'investissement de 2012 à 2021. Il fait **la part belle à la NRL** en réduisant les autres dépenses d'investissement de près de 40 %, **soit une réduction budgétaire de près de 800 millions d'euros sur 8 ans** (100 millions d'euros par an).

Si nous poursuivons dans cette voie, c'est la formation professionnelle, l'apprentissage, les aides aux entreprises, l'aménagement du territoire, le dispositif de continuité territoriale ... qui seront **mis en péril**.

Dans ces conditions, l'UPR permet aux réunionnais de **statuer par référendum**, en toute connaissance de cause, sur la poursuite ou non du projet de la NRL.

L'UPR se présente aux élections régionales sans tenir de promesses irréalisables, méprisantes à l'égard des électeurs et compose avec ce qu'il reste de liberté, pour proposer **un programme à la fois pertinent, innovateur et réalisable**.

L'Union européenne (UE) impose un fonctionnement économique et social dont les Français ne veulent pas



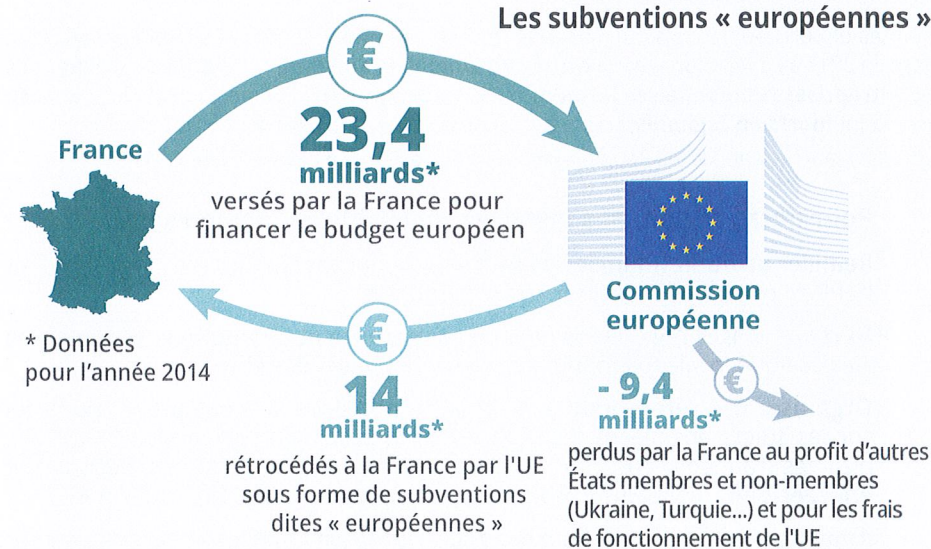
Avec les traités européens, les « responsables » politiques, **de gauche comme de droite**, n'ont pas d'autre choix que de se conformer aux directives de la Commission européenne à Bruxelles, de la Banque centrale européenne à Francfort et de l'OTAN gérée depuis Washington.

« Changer d'Europe » ? C'est mathématiquement impossible

Pour changer les traités européens, il faut l'**accord unanime des 28 États membres** (art. 48 TUE). Changer profondément l'Union européenne impliquerait que les 28 gouvernements de l'UE soient tous d'accord en même temps pour un tel bouleversement, malgré leurs 28 intérêts nationaux contradictoires. **La probabilité mathématique que cela arrive est nulle**. Les 23 ans écoulés depuis le traité de Maastricht de 1992 l'ont d'ailleurs démontré.



Les subventions « européennes » sont en fait payées... par les Français



Sortir de l'UE nous fera économiser 9,4 Mds d'euros par an, tout **en maintenant intégralement les subventions** versées aux agriculteurs, aux régions, aux chercheurs, etc.

Ces 9,4 Mds économisés serviront à construire **de nombreux logements sociaux**, à **rétablir les services publics** et à maintenir le **financement habituel aux collectivités territoriales**.

Notre sortie de l'UE permettra aussi de mettre fin à « l'optimisation fiscale » rendue licite par les traités européens et pratiquée par les grands groupes. Les rentrées fiscales ainsi récupérées se compteront en dizaines de milliards et serviront à **baissier la fiscalité des TPE, PME, artisans, agriculteurs, pêcheurs**.

Sortie de l'Union européenne (UE), la France ne sera pas du tout isolée

Lorsque la France sera sortie de l'UE, elle restera liée aux **195 États du monde** par **6 653 traités internationaux**.

La France conservera des relations diplomatiques avec 190 États et conservera ses 165 ambassades et ses 145 consulats et sections consulaires à l'étranger. Elle restera membre de l'**ONU** et de **dizaines d'organisations internationales multilatérales** (OMC, FMI, Banque mondiale, AIEA, Interpol, FAO, UNESCO, OMS, etc.).

D'ailleurs, la Suisse, qui n'est ni dans l'UE ni dans l'euro ni dans l'OTAN, est-elle un pays isolé ? C'est l'un des pays qui accueille le plus grand nombre de conférences internationales !

6 653

traités internationaux avec TOUS les États du monde

4 877 traités bilatéraux

1 776 traités multilatéraux hors UE